

Collectif National Droits de l'homme
Romeurope
Monsieur Guillaume LARDANCHET
Président
59 rue de l'Ourcq
75019 PARIS

Paris, le

10 AVR. 2017

Monsieur le Président,

Dans le cadre de l'élection présidentielle, vous avez souhaité interpeller les candidats à l'élection présidentielle sur la situation de mal-logement extrême des populations Roms. Je vous en remercie.

Le rapport que vous avez publié sur ce sujet le 16 février dernier dresse un tableau alarmant que je ne peux ignorer sur la situation des Roms aujourd'hui. Je partage votre préoccupation : voir des personnes, des familles entières vivre, de nos jours et dans notre pays, dans des bidonvilles, des campements insalubres, des squats, dans des conditions précaires est inacceptable et indigne de notre République. Je veux, en tant que candidat à l'élection présidentielle, me saisir de ce sujet.

Votre rapport est aussi l'occasion de mettre en avant des initiatives et des solutions réussies au niveau local et de présenter vingt propositions pour une politique d'inclusion. Il constituera, je n'en doute pas, une ressource utile pour mettre en œuvre les solutions nécessaires.

En tant que candidat à l'élection présidentielle, je prends toute la mesure de l'enjeu et de l'urgence de ces situations. Je l'ai dit, je veux faire de la France un pays « zéro bidonville ». Cela passe par la création de places d'hébergement pérennes, nous en voulons 15000. C'est la condition indispensable pour que des évacuations de campements ou de bidonvilles, parfois nécessaires, notamment pour des conditions de sécurité ou de santé, puissent se faire.

S'agissant de la situation des populations Roms, la circulaire prise par le gouvernement de Jean-Marc Ayrault en août 2012 pose un cadre clair qui doit continuer à nous engager. Elle imposait tout d'abord une anticipation de ces mesures afin de permettre à la fois aux personnes concernées de se préparer, à des solutions alternatives d'être trouvées et à des mesures d'accompagnement d'être mises en œuvre. Dans l'attente de solutions pérennes, une réflexion sur de l'hébergement de court et moyen terme doit être menée pour garantir que toute personne évacuée d'un bidonville ait accès à un lieu de vie digne. C'est à la fois une solution d'humanité et d'efficacité car des personnes chassées d'un endroit s'installent nécessairement ailleurs dans des conditions qui sont parfois pires et cela ne fait que rendre encore plus tendues les relations avec les riverains.

.../...

Cette circulaire prévoyait également la nécessité d'un diagnostic personnalisé permettant notamment un accès à l'emploi. Enfin, et c'est un élément majeur, elle rappelait l'obligation scolaire pour les enfants. Notre école s'honore d'accueillir tous les enfants et je veux faire perdurer cette tradition républicaine. Je veux que tous les enfants, quel que soit leur lieu d'habitation, leur origine puisse accéder à l'éducation et être scolarisés.

La situation d'exclusion et de discrimination de ces populations rend nécessaire une politique publique d'accompagnement vers le droit commun, réfléchi en lien avec les acteurs locaux qui sont directement concernés.

Pour l'essentiel, les populations Roms sont de nationalité roumaine ou bulgare, donc citoyens européens. Je veux évoquer ici également la nécessité de mettre en œuvre au niveau de l'Union européenne une politique de lutte contre les discriminations dont ils sont victimes sur tout le continent. Nous devons également porter la réflexion sur leurs conditions de vie dans leur pays d'origine, et sur les raisons qui les poussent à l'exil.

Enfin, vous évoquez la question des infractions racistes. Je veux réaffirmer ma volonté de mettre tout en œuvre pour faire reculer le racisme sous toutes ses formes et l'antisémitisme. Cette volonté a été au cœur de l'action du gouvernement et je veux la poursuivre. La loi égalité et citoyenneté a encore renforcé les sanctions à l'encontre des auteurs d'infractions racistes. A cet égard, je souhaite que soit poursuivi cet élu du Front national qui a tenu récemment des propos infâmes sur les Roms.

Au delà des sanctions, nous devons mener un travail de fond, c'est par un changement des représentations et des pratiques que l'on fait reculer le racisme et je veux m'y employer pour bâtir une République bienveillante et humaniste.

Je vous prie de croire, Monsieur le Président, à l'assurance de toute ma considération.



Benoît HAMON

pour Benoît Hamon,
la Permanence présidentielle



Fatima YADANI



Alexis BACHELAY